



# ENVIRONNEMENT & DEVELOPPEMENT DURABLE

Ce document est la transcription révisée et chapitrée d'une vidéo du MOOC UVED « Environnement et développement durable ». Ce n'est pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots et l'articulation des idées sont propres à l'intervention orale de l'auteur.

## *Les grandes conférences internationales de Stockholm à Rio + 20*

Franck-Dominique VIVIEN

Professeur – Université de Reims Champagne-Ardenne

On peut raconter l'histoire contemporaine du développement durable à travers un certain nombre de grandes conférences internationales.

### 1. Conférence de Stockholm (1972)

La première se déroule à Stockholm, en Suède, en 1972, dans un contexte de grandes tensions internationales : les pays de l'Est ont refusé de participer à la conférence, les États-Unis sont accusés pour l'écocide qu'ils sont en train de provoquer au même moment au Vietnam. On y voit une opposition assez forte entre les pays du Nord et les pays du Sud – les pays du tiers-monde comme on les appelle à l'époque. Les pays du Nord, essentiellement les pays de l'OCDE se sont lancés dans une première génération de politiques d'environnement et donc en appellent à ce que désormais la question de l'environnement fasse partie des grandes questions internationales. Les pays du tiers-monde, eux, en appellent à des objectifs prioritaires de développement. On se rappelle d'Indira GHANDI, la première ministre de l'Inde qui harangue à la tribune l'assemblée en disant : nous ce qu'on voudrait c'est de la pollution, parce que ça voudrait dire qu'on a de l'industrie, voilà, on aurait du développement, c'est ça notre priorité.

C'est donc un sommet où on constate un fossé très fort, très important entre l'environnement d'un côté, soutenu par les pays du Nord donc et puis le développement de

l'autre soutenu par les pays du Sud. Dans ce contexte il y a aussi une présence très forte, très remarquée des O.N.G., des organisations non-gouvernementales qui sont celles aussi qui ont porté la question de l'environnement.

Mais ce sommet se conclut un peu sur une sorte d'échec finalement, de constat que la communauté internationale se déchire finalement sur les priorités à mettre en œuvre. C'est à la sortie de ce sommet international qu'on va inventer la notion d'écodéveloppement, notion pour essayer de remettre autour de la table l'ensemble des membres de la communauté internationale, ceux qui sont avec une priorité de développement et ceux qui sont avec désormais la question de l'environnement. À la sortie de cette conférence de Stockholm va être créé le programme des Nations Unies pour l'environnement qui va être situé à Nairobi, au Kenya. C'est d'ailleurs dix ans plus tard, en 1982, à Nairobi, que va se tenir une sorte de nouveau sommet, Stockholm + 10 mais qui est considéré là comme un échec patent. D'ailleurs très généralement, dans les chroniques du développement durable ce sommet est à peine mentionné.

## 2. Conférence de Rio (1992)

L'histoire pourrait presque s'arrêter là mais au même moment, au sein de l'ONU, en 1983 est créée une commission, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement qui est dirigée par Gro Harlem BRUNDTLAND. C'est la Commission BRUNDTLAND. Cette commission va travailler pendant cinq ans et elle va donner son rapport, ses conclusions en 1987. Un ensemble de problèmes se posent à l'humanité, des problèmes économiques, des problèmes sociaux, des problèmes d'environnement. La réponse à ces problèmes c'est quoi ? Le développement durable. Le rapport BRUNDTLAND recommande l'organisation d'une nouvelle grande conférence internationale pour qu'on discute de cette notion de développement durable et cette grande conférence, elle va se tenir en 1992 à Rio de Janeiro au Brésil. L'objectif de la conférence il est double : faire parler, faire connaître cette notion qui pour l'instant été travaillée à l'intérieur d'une commission de l'ONU ; puis deuxièmement, s'engager concrètement dans des politiques pour que cette notion devienne quelque chose de concret.

C'est effectivement ce qu'on va voir, avec un grand battage médiatique autour de la conférence de Rio. On va avoir l'Agenda 21. Cet Agenda 21, c'est un ensemble de propositions non contraignantes - on s'y engage si on a envie -, à travers un document qui s'appelle justement l'Agenda 21. Cela parle de comment on va mettre à l'agenda, au XXI<sup>e</sup> siècle, cette question du développement durable.

À côté de ce texte-là qui est une sorte de proposition à saisir en quelque sorte de la part des acteurs privés et publics, et bien on va voir deux grands traités internationaux, deux grandes politiques internationales qui vont être adoptées. Ces deux grandes conventions portent sur les changements climatiques et sur l'érosion de la biodiversité. Ce sont des traités internationaux donc des textes de lois qui sont adoptés et qui vont être ratifiés ensuite par les parlements des différents pays mais ce sont aussi des cadres de négociation, c'est-à-dire que les pays qui sont signataires s'engagent dans une négociation qui va se poursuivre et qui

se poursuit encore aujourd'hui d'ailleurs. Dans le cadre de ces négociations, d'autres textes vont être adoptés et vont s'adosser finalement à ces conventions. On connaît très bien le protocole de Kyoto qui est adopté en 1997, qui vient s'adosser à la Convention sur le changement climatique et puis il y a le protocole de Nagoya en 2010 qui lui vient s'adosser sur la Convention sur la diversité biologique. Des grandes politiques sont lancées, il y a une sorte d'enthousiasme au moment de Rio.

### 3. Conférence de Johannesburg (2002)

Dix ans plus tard se tient une nouvelle grande conférence internationale qui se déroule à Johannesburg, en Afrique du Sud. Cette fois-ci l'ambiance est toute autre. Les résultats ne sont pas au rendez-vous et puis l'ambiance internationale a considérablement changé. Les attentats aux États-Unis un an plus tôt ont modifié considérablement la perspective géopolitique. Désormais c'est la lutte contre le terrorisme international, comme on l'appelle, qui devient la priorité. Les résultats des politiques qui ont été lancées à Rio ne sont pas là : l'érosion de la biodiversité se poursuit, s'accélère même, le changement climatique aussi, les émissions de gaz à effet de serre sont en train d'augmenter, le protocole de Kyoto qui a été lancé en 1997 n'est toujours pas mis en œuvre.

Il n'y a pas de nouveaux engagements de la part des états et devant cette espèce de frilosité finalement des états qui regardent ailleurs, qui sont préoccupés par d'autres questions, qui n'ont pas réussi à rendre concret finalement les engagements de Rio, et bien ce sont les entreprises qui sont présentes à Johannesburg qui vont apparaître finalement comme les acteurs les plus actifs. Ils répondent à un enjeu du développement durable. Ils sont même finalement au cœur de la conférence puisque ce que vont proposer les états ce n'est pas de nouveaux engagements de leur part mais c'est ce qu'on appelle dans le jargon de l'ONU des initiatives de type 2. Des initiatives qui proviennent justement d'acteurs qui sont des acteurs non étatiques. Chaque État en propose finalement un certain nombre, une liste de partenariats public/privé avec beaucoup d'entreprises comme étant finalement les nouveaux engagements en faveur du développement durable. Les entreprises qui étaient assez marginales jusqu'à maintenant viennent donc finalement au cœur des négociations voire même apparaissent comme les acteurs les plus actifs dans le domaine du développement durable. Ça se traduit bien sûr par le fait que désormais le développement durable ce sont beaucoup d'engagements volontaires, ce sont les acteurs eux-mêmes finalement qui définissent leurs priorités, qui définissent leurs objectifs et qui disent finalement comment ils vont faire pour y répondre.

Un deuxième élément montre comment on a une sorte de traduction managériale, de traduction du monde de l'entreprise qui devient de plus en plus prégnante. C'est cette rhétorique qu'on connaît bien, les trois piliers du développement durable : le pilier économique, le pilier environnemental et le pilier social. Cette rhétorique-là n'existe pas dans le rapport BRUNDTLAND (publié en 1987). C'est une rhétorique qui a été inventée par les grands acteurs du consulting international, pour les entreprises précisément, pour leur traduire l'enjeu du développement durable, pour qu'elles puissent s'en saisir et le mettre finalement dans leur manière de manager, dans leur comptabilité. Cette rhétorique des trois

piliers devient la rhétorique finalement prégnante y compris de la part des acteurs publics. Les acteurs publics se mettent à raisonner finalement comme les entreprises quand il s'agit de développement durable.

#### 4. Conférence de Rio (2012)

La quatrième grande conférence, Rio + 20, comme son nom l'indique, c'est 20 ans après Rio en 1992. C'est aussi, on pourrait le dire Stockholm + 40. C'est un sommet un peu particulier parce qu'il est très court. Il ne va durer que quelques jours, deux ou trois, alors que les autres conférences duraient elles une quinzaine de jours. C'est une conférence aussi qui ne cherche pas à faire le bilan de ce qui a été fait avant, ce qui est assez étrange parce que c'est Rio + 20 donc on pourrait s'attendre à ce que précisément on fasse un bilan de toutes ces grandes politiques qui ont été lancées.

Mais il n'en est pas question. Qu'est-ce qu'on va voir finalement ? Un sommet très court avec assez peu de débats, où on ne fait que redire en quelque sorte le rapport BRUNDTLAND, ce que le rapport BRUNDTLAND avait lancé comme perspectives de développement durable. Le rapport qui est adopté à Rio en 2012 s'appelle *The future we want (Le futur que nous voulons)*. C'est un titre très proche du titre du rapport BRUNDTLAND qui était *Our common future (Notre avenir à tous)*. Dans ce petit rapport qui n'est pas très épais, qui fait une soixantaine de pages, on retrouve finalement les grandes lignes de ce qu'il y avait dans le rapport BRUNDTLAND, bien sûr de manière beaucoup plus résumée.

Qu'est-ce qu'on y voit ? La priorité à la lutte contre la pauvreté, le fait qu'il faut une mobilisation générale finalement de la part de l'ensemble des acteurs publics et privés pour répondre à cet enjeu de développement durable et les nouveaux engagements qui sont ceux qu'on connaissait jusqu'à maintenant. Une nouveauté quand même dans cette perspective-là est celle de l'économie verte. L'économie verte c'est effectivement un élément qui est très présent à Rio, qui pouvait transparaître un peu dans le rapport BRUNDTLAND mais là qui est une notion quand même qui n'existe pas jusqu'à maintenant. La grande question qu'on peut se poser, c'est est-ce que cette économie verte est finalement une traduction beaucoup plus concrète du développement durable, une façon finalement, là aussi, de permettre à cette notion de rentrer concrètement dans les politiques et dans les stratégies des acteurs ou est-ce qu'au contraire c'est une façon finalement de marginaliser la problématique du développement durable et de la traduire en des termes économiques beaucoup plus traditionnels qui est la croissance, la croissance avant tout, une croissance bien sûr avec des caractéristiques un petit peu particulières pour essayer de la verdir.